

Elles comprennent essentiellement les logiciels AS 400 et JDE, ils sont amortis sur une durée de 10 ans. A cela s'ajoute un fond commercial acquis par AFRIC Industries pour KMAD 3 500 et un autre par Industube pour KMAD 1 000.

Elles sont enregistrées à leur coût d'acquisition ou de production. Les amortissements sont calculés selon le mode linéaire et selon les durées de vie ci-après :

- Constructions : 20 ans
- Installations techniques, matériel et outillage : 10 ans
- Matériel de transport : 5 ans
- Mobilier et matériel de bureau : 10 ans
- Matériel informatique : 5 ans

Les opérations de crédit- bail sont retraitées comme des acquisitions d'immobilisations lorsqu'elles sont significatives

Les plus-values de cession intra-groupe sont annulées lorsqu'elles sont significatives.

Les titres de participation non consolidés figurent au bilan à leur coût d'acquisition. Une provision pour dépréciation est éventuellement constituée après analyse, au cas par cas, des situations financières de ces sociétés.

Les prêts immobilisés intra-groupe sont retraités par élimination.

Les stocks sont composés de Marchandises, Matières et fournitures consommables, produits finis et semi-finis et sont valorisés comme suit :

Les marchandises comportent principalement les accessoires de menuiserie, les joints, les blocs outils et les machines destinés à la vente en l'état, et sont valorisés selon la méthode du coût moyen pondéré.

Les matières et fournitures consommables regroupent les matières premières, les matières consommables, les pièces de rechanges et les fournitures consommables, et sont valorisés au coût moyen pondéré.

Les produits finis et encours de production industrielle sont évalués au coût direct atelier.

Le calcul de dépréciation des stocks est fondé sur une analyse des changements prévisibles de la demande, des technologies ou du marché afin de déterminer les stocks obsolètes ou en excès.

Les dépréciations sont comptabilisées parmi les charges d'exploitation courantes.

La marge sur stocks intra-groupe n'a pas été retraitée du fait de son caractère non significatif.

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est constatée au titre des créances contentieuses et des créances anciennes en fonction du risque lié à leur recouvrement. Le montant de la dépréciation prend en compte l'ancienneté de la créance et la capacité du débiteur à honorer sa dette.

Le chiffre d'affaires est enregistré dès lors que les produits sont livrés, ou bien que des services ou prestations sont rendus aux clients.

Il s'agit de provisions évaluées à l'arrêté des comptes, destinées à couvrir des risques et des charges que des événements survenus, ou en cours, rendent probables, leurs objets sont clairement identifiés mais leur réalisation est incertaine.

Les impôts sur le résultat regroupent tous les impôts assis sur le résultat, qu'ils soient exigibles ou différés.

L'évaluation des actifs et des passifs d'impôts différés repose sur l'utilisation des taux d'impôt qui ont été adoptés à la date de clôture. Tous les passifs d'impôts différés ont été comptabilisés. Le taux d'impôt utilisé pour le calcul des impôts différés est de 28%.

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques significatifs entre les sociétés consolidées par intégration globale ou intégration proportionnelle sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au Groupe (dividendes, plus-values...).

Les créances, dettes, produits et charges réciproques sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement, dans la limite du pourcentage de détention pour les entreprises en intégration proportionnelle.

SYNTHESE DES PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION DU GROUPE

Les principales règles et méthodes du Groupe sont les suivantes :

1. Principes et méthode de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe Aluminium du Maroc sont préparés conformément à l'avis N° 5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26/05/2005 ;

1.1 Périmètre et méthodes de consolidation

Les Sociétés dans lesquelles le groupe exerce directement ou indirectement le contrôle exclusif sont consolidées selon la méthode d'intégration globale

Les filiales Africaines de la société ALM Africa, en particulier ALM Sénégal et ALM Côte d'Ivoire, dont l'activité principale est la commercialisation et le négoce des produits de la société ALUMINIUM DU MAROC dans le marché de ces pays, sont intégrées proportionnellement du fait qu'elles sont contrôlées d'une manière conjointe avec un partenaire local et selon la méthode du cours de clôture.

Les filiales LRA et Balcony ne sont pas contrôlées par le groupe. Toutefois, étant présent dans les organes de gouvernance de ces entités, le groupe y exerce une influence notable dans la gestion. Ces entités ont été intégrées au périmètre de consolidation par la méthode de la mise en équivalence

Liste des sociétés consolidées :

Société	Activité	% contrôle	%d'Intérêt	Méthode de consolidation
Afric Industries	Abrasif et l'adhésif	51%	51%	Intégration globale
Industube	Fabricant de tube en acier	100%	100%	Intégration globale
Belpromo	Immobilier	100%	100%	Intégration globale
Mansart	Immobilier	100%	100%	Intégration globale
Nafida	Immobilier	100%	100%	Intégration globale
ALM Africa	Négoce articles en Aluminium	100%	100%	Intégration globale
ALM Sénégal	Négoce articles en Aluminium	51%	51%	Intégration proportionnelle
ALM Côte d'Ivoire	Négoce articles en Aluminium	50%	50%	Intégration proportionnelle
LA ROSERAIE DE L'ATLAS	Hôtellerie	29%	27%	Mise en équivalence
BALCONY RESIDENCES S.A	Immobilier	35%	28%	Mise en équivalence

Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement.

1.2 Date de clôture

Les sociétés du Groupe Aluminium du Maroc clôturent leurs comptes semestriels au 30 juin et les comptes annuels au 31 décembre.

2. Méthodes d'évaluation

2.1 Ecart d'acquisition

L'écart d'acquisition dégagé suite à l'acquisition d'une filiale est, soit amorti sur la durée du business plan ayant servi à déterminer le prix d'acquisition, soit affecté aux postes d'actifs ayant subi une réévaluation.

Pour le groupe Aluminium du Maroc, les écarts d'acquisition concernent les sociétés Mansart, Afric Industries et Industube, et sont comptabilisés selon les méthodes suivantes :

- L'écart d'acquisition sur la société Mansart est affecté à la valeur du terrain,
- L'écart d'acquisition sur la société Industube est affecté conjointement à la valeur du terrain et des constructions. La partie affectée aux constructions a été amortie sur 10 ans. L'écart d'acquisition négatif constaté lors de l'acquisition de la deuxième tranche de titres a été comptabilisé en provisions pour risques et charges
- L'écart d'acquisition sur la société Afric Industries est amorti sur une durée de 25 ans.

Etats financiers consolidés

BILAN ACTIF (EN M MAD)	déc.-21	déc.-20
Actif immobilisé	311,9	334,4
- Ecart d'acquisition	1,3	1,4
- Immobilisations incorporelles	13,0	12,5
- Immobilisations corporelles	233,0	236,6
- Immobilisations financières	8,5	3,4
- Titres mis en équivalence	56,1	80,5
Actif circulant	893,2	692,9
- Stocks et en cours	350,9	242,2
- Clients et comptes rattachés	420,0	373,4
- Impôts différés actifs	3,0	2,1
- Etat	102,1	59,3
- Autres créances et comptes de régularisation	15,7	15,6
- Valeurs mobilières de placement	1,5	0,1
Disponibilités	30,0	36,9
TOTAL DE L'ACTIF	1 235,2	1 064,1

COMPTES DE PRODUITS ET CHARGES HT (EN M MAD)	déc.-21	déc.-20
Chiffres d'affaires	1 172,1	907,5
Variation de stocks de produits	14,8	- 9,7
Immo. produites par l'entreprise pour elle-même	0,0	0,1
Autres produits d'exploitation	0,6	1,3
Achats consommés	812,5	638,7
Charges externes	69,1	57,8
Charges de personnel	135,2	107,5
Autres charges d'exploitation	4,9	4,1
Impôts et taxes	3,5	2,7
Dotations d'exploitation	34,6	30,3
Résultat d'exploitation	127,6	58,3
Charges et produits financiers	- 55,3	- 18,1
Résultat courant des entreprises intégrées	72,3	40,2
Charges et produits non courants	1,7	- 6,5
Impôts sur les résultats	27,2	9,4
Résultat net des entreprises intégrées	46,8	24,3
Quote part dans les résultats des entreprises MEQ	- 25,6	- 21,1
Dotations aux ats des écarts d'acquisition	0,4	0,4
Résultat net de l'ensemble consolidé	20,8	2,8
Intérêts minoritaires	2,6	3,8
Résultat net (Part du groupe)	18,2	- 0,9

Tableau de variation des capitaux propres consolidé au décembre 2021	Capital	Primes d'émission	Reserves et résultat consolidés	Total part groupe	Minoritaires	Total
Situation au 31 Décembre 2020	46,6	32,5	220,6	299,7	22,8	322,4
Distribution de dividendes			- 40,5	- 40,5	- 3,1	- 43,7
Variation périmètre			3,9	3,9		3,9
Ecart de change			0,1	0,1		0,1
Résultat net de l'exercice			18,2	18,2	2,6	20,8
Variation titres m.e.q			34,0	34,0		34,0
Autres corrections			0,0	0,0	0,0	- 0,1
Situation au 31 Décembre 2021	46,6	32,5	236,2	315,3	22,2	337,5

BILAN PASSIF (EN M MAD)	déc.-21	déc.-20
CAPITAUX PROPRES		
- Capital	46,6	46,6
- Primes d'émission	32,5	32,5
- Réserves consolidées	218,0	221,5
- Résultats consolidés	18,2	- 0,9
Capitaux propres part du Groupe	315,3	299,7
- Intérêts minoritaires	22,2	22,8
Total Capitaux propres	337,5	322,4
Passif à long terme	199,7	150,9
Passif circulant	251,1	214,7
- Fournisseurs et comptes rattachés	122,8	107,9
- Autres dettes et comptes de régularisation	24,2	20,1
- Etat	102,1	77,1
- Provisions pour risques et charges	2,0	9,5
- Impôts différés passifs	0,0	0,0
Trésorerie passif	446,8	376,1
TOTAL DU PASSIF	1 235,2	1 064,1

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDE (EN M MAD)	déc.-21	déc.-20
Flux de trésorerie en (M MAD)		
Flux de trésorerie liés à l'activité		
Résultat Net des sociétés intégrées :	46,8	24,3
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité		
Dotations d'exploitations (1) :	60,7	26,5
Variation des impôts Différés :	- 0,9	5,2
Plus-values des cessions, nettes d'impôt:	- 0,2	0,1
Capacité d'autofinancement des sociétés intégrées :	106,4	45,4
Dividendes recus des sociétés mises en équivalence :	0,0	0,0
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité :	- 163,0	98,9
Flux net de Trésorerie Généré par l'activité :	- 56,6	144,3
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement ;		
Acquisition des immobilisations CORPO/INCORP	- 23,4	- 28,5
Acquisition des immobilisations Financières (en net)	- 5,2	0,6
Cessions d'immobilisations, nettes d'impôt	0,4	0,1
Incidence de variation de périmètre		
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement	- 28,2	- 27,7
Flux de trésorerie liés aux opérations de financement		
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	- 37,3	- 32,6
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	- 3,1	- 2,9
Emissions d'emprunts	71,2	20,0
Remboursement d'emprunt	- 22,3	- 16,6
Autres variations	- 1,3	0,0
Flux net de trésorerie liés aux opérations de financement	7,2	- 32,2
Variation de trésorerie	- 77,5	84,4
Trésorerie d'ouverture	- 339,2	- 423,6
Trésorerie de clôture	- 416,7	- 339,2



37, Bd Abdelatif Benkaddour
20050 Casablanca
Maroc



A&T Auditeurs Consultants
Résidence Les 4 Temps, Bloc C,
Rue Al Yamane, N°57
90000 Tanger
Maroc

Aux Actionnaires de la société
ALUMINIUM DU MAROC S.A.
Zone industrielle – Route de Tétouan - Lot 78
Tanger

**RAPPORT D'AUDIT SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES
EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021**

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la société ALUMINIUM DU MAROC et de ses filiales (Groupe ALUMINIUM DU MAROC), qui comprennent le bilan consolidé au 31 décembre 2021, ainsi que le compte de produits et charges consolidé, l'état des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, et des notes contenant un résumé des principales méthodes comptables et d'autres notes explicatives. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 337.504 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 20.814. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration de la société ALUMINIUM DU MAROC S.A., en date du 24 mars 2022, dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du patrimoine et de la situation financière du groupe au 31 décembre 2021, ainsi que du résultat de l'ensemble consolidé pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, la valeur des créances clients nettes de provisions s'élève à 420 millions de dirhams.</p> <p>La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client.</p> <p>Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan de la société, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">- Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ;- Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ;- Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la direction pour évaluer les dépréciations à constater ;- Revue critique des autres créances clients dont l'ancienneté est importante non provisionnées par le management et recueillir auprès de la direction des éléments probants mitigeant le risque (apurement en période subséquente, protocoles d'accord,...)

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse consolidés, conformément au référentiel comptable admis au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus l'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle ;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 29 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG


 **ERNST & YOUNG**
S.A.R.L.
57, Boulevard Abdellatif Ben Kaddour
- CASABLANCA -
Tél : (212) 522 95 79 00 - Fax : (212) 522 39 02 26
Abdelmejid FAIZ
Associé

A&T Auditeurs Consultants


A&T AUDITEURS CONSULTANTS
Résidence les 4 Temps Bloc C
Avenue Abdellah Guenoun
Rue Al Yamane N° 57 - Tanger
Tél : +212 (0) 5 38 32 00 45

Nafeh AGOURRAM
Associé

BILAN - ACTIF		EX - 2021			EX - 2020
		BRUT	ATS	NET	
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS EN NON VALEURS (A)	1 700 000,00	-680 000,00	1 020 000,00	1 360 000,00
	* Frais préliminaires				
	* Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 700 000,00	-680 000,00	1 020 000,00	1 360 000,00
	* Primes de remboursement des obligations				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (B)	27 664 882,25	-20 890 372,11	6 774 510,14	6 336 702,68
	* Immobilisation en recherche et développ.				
	* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	1 998 828,00	-1 998 828,00		
	* Fonds commercial	290 000,00		290 000,00	290 000,00
	* Autres immobilisations incorporelles	25 376 054,25	-18 891 544,11	6 484 510,14	6 046 702,68
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES (C)	484 083 305,54	-404 581 020,15	79 502 285,39	83 877 191,95
	* Terrains	2 620 502,00		2 620 502,00	2 620 502,00
	* Constructions	110 455 554,54	-82 055 306,67	28 400 247,87	23 074 204,42
	* Installations techniques, matériel et outillage	336 098 405,97	-293 675 716,62	42 422 689,35	39 792 460,06
	* Matériel transport	9 103 943,14	-6 496 151,30	2 607 791,84	2 540 678,20
	* Mobilier, Mat de bureau et aménag. Divers	25 278 681,65	-22 353 845,56	2 924 836,09	2 598 991,67
	* Autres immobilisations corporelles				
	* Immobilisations corporelles en cours	526 218,24		526 218,24	13 250 355,60
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (D)	277 717 194,47	-18 177 355,13	259 539 839,34	271 155 470,27
	* Prêts immobilisés				
* Autres créances financières	80 427 493,31		80 427 493,31	176 115 769,11	
* Titres de participation	197 289 701,16	-18 177 355,13	179 112 346,03	95 039 701,16	
* Autres titres immobilisés					
ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (E)					
* Diminution des créances immobilisées					
* Augmentation des dettes financières					
TOTAL I (A+B+C+D+E)	791 165 382,26	-444 328 747,39	346 836 634,87	362 729 364,90	
ACTIF CIRCULANT	STOCKS (F)	240 712 450,04	-6 346 456,56	234 365 993,48	141 191 323,21
	* Marchandises	34 787 815,00	-4 271 436,71	30 516 378,29	25 012 373,23
	* Marchandises en cours de route				
	* Matières et fournitures, consommables	130 806 055,29	-2 075 019,85	128 731 035,44	57 731 105,16
	* Matières et fourniture en cours de route				
	* Produits finis	75 118 579,75		75 118 579,75	58 447 844,82
	CREANCES DE L'ACTIF CIRCULANT (G)	643 796 857,44	-54 828 012,57	588 968 844,87	440 847 317,55
	* Fournis, débiteurs, avances et acomptes	6 224 426,98		6 224 426,98	10 478 331,18
	* Clients et comptes rattachés	530 178 942,30	-54 828 012,57	475 350 929,73	366 642 866,76
	* Personnel	600 423,13		600 423,13	595 906,18
	* Etat	52 175 314,08		52 175 314,08	12 284 068,79
	* Intérêts courus non échus				
	* Autres débiteurs	54 617 750,95		54 617 750,95	50 846 144,64
	* Comptes de régularisation-Actif				
TITRES VALEURS DE PLACEMENT (H)	144 000,00		144 000,00	144 000,00	
ECARTS DE CONVERSION -ACTIF (Eléments circulants)	2 351 687,14		2 351 687,14	597 959,00	
TOTAL II (F+G+H+I)	887 004 994,62	-61 174 469,13	825 830 525,49	582 780 599,76	
TRESORERIE	TRESORERIE-ACTIF	5 777 941,00		5 777 941,00	13 567 621,84
	* Chèques et valeurs à encaisser	4 707 550,96		4 707 550,96	11 822 123,64
	* Banques, TG et CCP	1 045 480,40		1 045 480,40	1 703 017,35
	* Caisse, Régie d'avances et accreditifs	24 909,64		24 909,64	42 480,85
TOTAL III			5 777 941,00	13 567 621,84	
TOTAL GENERAL I+II+III	1 683 948 317,88	-505 503 216,52	1 178 445 101,36	959 077 586,50	

BILAN - PASSIF		EX-2021	EX-2020
FINANCEMENT PERMANENT	CAPITAUX PROPRES		
	* Capital social	46 595 400,00	46 595 400,00
	* Prime d'émission, de fusion, d'apport	31 691 940,00	31 691 940,00
	* Ecart de réévaluation		
	* Réserve légale	4 659 540,00	4 659 540,00
	* Réserve d'investissement	1 493 000,00	1 493 000,00
	* Autres réserves	30 600 000,00	30 600 000,00
	* Report à nouveau (2)	253 370 823,65	258 112 429,35
	* Résultat nets en instance d'affectation (2)		
	* Résultat net de l'exercice (2)	51 984 562,85	32 534 714,30
Total des capitaux propres (A)	420 395 266,50	405 687 023,65	
CAPITAUX PROPRES ASSIMILES (B)	571 688,37	687 963,97	
* Subvention d'investissement	571 688,37	687 963,97	
DETTES DE FINANCEMENT (C)	90 192 523,44	48 392 627,83	
* Autres dettes de financement	90 192 523,44	48 392 627,83	
PROVISIONS DURABLES POUR RISQUES ET CHARGES (D)			
* Provisions pour risques			
* Provisions pour charges			
ECARTS DE CONVERSION-PASSIF (E)			
* Augmentation des créances immobilisées			
* Diminution des dettes de financement			
Total I(A+B+C+D+E)	511 159 478,31	454 767 615,45	
PASSIF CIRCULANT	DETTES DU PASSIF CIRCULANT (F)	271 736 148,26	191 739 794,79
	* Fournisseurs et comptes rattachés	160 842 370,21	110 249 671,53
	* Clients créditeurs, avances et acomptes	18 394 176,14	10 263 362,65
	* Personnel	10 233 623,70	5 205 555,44
	* Organisme sociaux	6 146 692,30	4 847 908,35
	* Etat	73 018 496,50	57 114 494,68
	* Comptes d'associés		
	* Autres créanciers	2 737 691,57	2 899 596,33
	* Comptes de régularisation passif	363 097,84	1 159 205,81
	AUTRES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (G)	4 351 687,14	8 597 959,00
ECARTS DE CONVERSION-PASSIF (Elements circulants) (H)	387 077,26	1 173 617,00	
Total II (F+G+H)	276 474 912,66	201 511 370,79	
TRESORERIE	TRESORERIE-PASSIF	390 810 710,39	302 798 600,26
	* Crédits d'escompte		
	* Crédits de trésorerie	267 921 770,41	206 153 586,73
	* Banques	122 888 939,98	96 645 013,53
Total III	390 810 710,39	302 798 600,26	
TOTAL GENERAL I+II+III	1 178 445 101,36	959 077 586,50	

(1) Capital personnel débiteur

(2) Bénéficiaire (+). déficitaire (-)

COMPTE DE PRODUITS ET CHARGES

Exercice clos le 31/12/2021

NATURE	OPERATIONS			TOTALA DEL EX 1
	Propres à l'ex 1	ex -N-1 2	TOTAUX DE L'EX 3=2+1	
I PRODUITS D'EXPLOITATION				
* Ventes de marchandises (en l'état)	113 399 178,75		113 399 178,75	78 596 099,97
* Ventes de biens et services produits	933 096 740,25		933 096 740,25	673 904 547,70
chiffre d'affaires	1 046 495 919,00		1 046 495 919,00	752 500 647,67
* Variation de stocks de produits (1)	16 670 734,93		16 670 734,93	-6 825 433,72
* Immo produites par l'E/ses-pr elle même				
* Subventions d'exploitation				
* Autres produits d'exploitation	448 717,18		448 717,18	1 193 068,44
* Reprises d'exploitation: transfert de chges		3 430 527,52	3 430 527,52	2 445 745,79
Total I	1 063 615 371,11	3 430 527,52	1 067 045 898,63	749 314 028,18
II CHARGES D'EXPLOITATION				
* Achats revendus(2) de marchandises	44 851 324,53		44 851 324,53	38 060 174,94
* Achats consommés(2) de métal	504 820 446,45		504 820 446,45	350 600 627,64
* Achats cons.(2) de mat et fournitures	223 490 476,47		223 490 476,47	155 169 562,80
* Autres charges externes	65 429 546,11		65 429 546,11	53 183 586,59
* Impôts et taxes	1 325 275,77		1 325 275,77	1 480 031,67
* Charges de personnel	107 513 446,57		107 513 446,57	84 770 742,46
* Autres charges d'exploitation	2 084 523,81	617 965,92	2 702 489,73	2 271 428,57
* Dotations d'exploitation	24 721 702,32		24 721 702,32	20 579 311,93
Total II	974 236 742,03	617 965,92	974 854 707,95	706 115 466,60
III RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)			92 191 190,68	43 198 561,58
IV PRODUITS FINANCIERS				
* Produits des titres de partic. et autres t i	3 270 630,00		3 270 630,00	7 952 800,00
* Gains de change	2 484 010,87		2 484 010,87	5 993 207,33
* Interêts et autres produits financiers	9 186 999,68		9 186 999,68	9 668 745,19
* Reprises financier : transfert charges		597 959,00	597 959,00	773 023,00
Total IV	14 941 640,55	597 959,00	15 539 599,55	24 387 775,52
V CHARGES FINANCIERES				
* Charges d'interêts	11 594 611,08		11 594 611,08	14 905 277,11
* Pertes de change	5 388 593,16		5 388 593,16	2 500 329,62
* Autres charges financières			0,00	
* Dotations financières	18 279 042,27		18 279 042,27	597 959,00
Total V	35 262 246,51		35 262 246,51	18 003 565,73
VI RESULTAT FINANCIER (IV-V)			-19 722 646,96	6 384 209,79
VII RESULTAT COURANT (III+VI)			72 468 543,72	49 582 771,37
VIII PRODUITS NON COURANTS				
* Produits des cessions d'immo.	200 000,00		200 000,00	
* Subventions d'équilibre				
* Reprises sur provisions d'INVEST		116 275,60	116 275,60	116 275,60
* Autres produits non courants	178 556,24		178 556,24	58 333,33
* Reprises NC ; transferts de charges		6 000 000,00	6 000 000,00	1 700 000,00
Total VIII	378 556,24	6 116 275,60	6 494 831,84	1 874 608,93
IX CHARGES NON COURANTES				
* VNA des immobilisations cédées	3 543,51		3 543,51	
* Créances devenues irrécouvr.	5 218,20		5 218,20	
* Autres charges non courantes	2 354 949,00		2 354 949,00	3 300 761,00
* Dotations non courantes aux Ats & Pvs				5 000 000,00
Total IX	2 363 710,71		2 363 710,71	8 300 761,00
X RESULTAT NON COURANT (VIII-IX)			4 131 121,13	-6 426 152,07
XI RESULTAT AVANT IMPÔTS (VII+X)			76 599 664,85	43 156 619,30
IMPÔTS SUR LES BENEFICES			24 615 102,00	10 621 905,00
XII RESULTAT NET (XI-XII)			51 984 562,85	32 534 714,30
XIV TOTAL DES PRODUITS (I+IV+VIII)			1 089 080 330,02	775 576 412,63
XV TOTAL DES CHARGES (II+V+IX+XIII)			1 037 095 767,17	743 041 698,33
XVI RESULTAT NET (total des produits-total des charges)			51 984 562,85	32 534 714,30

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I. Tableau de formation des Résultats (T.FR)		Exercice clos le 31/12/2021	
		Exercice	Exercice Précédent
1	+ Ventes de Marchandises (en l'état)	113 399 178,75	78 596 099,97
2	- Achats revendus de marchandises	44 851 324,53	38 060 174,94
I	= MARGE BRUTES VENTES EN L'ETAT	68 547 854,22	40 535 925,03
II	+ PRODUCTION DE L'EXERCICE (3+4+5)	949 767 475,18	667 079 113,98
3	Ventes de biens et services produits	933 096 740,25	673 904 547,70
4	Variation stocks produits	16 670 734,93	-6 825 433,72
5	Immo. produites par l'entreprise pour elle même	0,00	0,00
III	- CONSOMMATIONS DE L'EXERCICE(6+7)	793 740 469,03	558 953 777,03
6	Achats consommés de matières et fournitures	728 310 922,92	505 770 190,44
7	Autres charges externes	65 429 546,11	53 183 586,59
IV	= VALEUR AJOUTEE (I+II+III)	224 574 860,37	148 661 261,98
8	+ Subventions d'exploitation		
9	- Impôts et taxes	1 325 275,77	1 480 031,67
10	- Charges de personnel	107 513 446,57	84 770 742,46
V	= EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (EBE) OU INSUFFISANCE BRUTE D'EXPLOITATION(IBE)	115 736 138,03	62 410 487,85
11	+ Autres produits d'exploitation	448 717,18	1 193 068,44
12	- Autres charges d'exploitation	2 702 489,73	2 271 428,57
13	+ Reprises d'exploitation, transferts de charges	3 430 527,52	2 445 745,79
14	- Dotations d'exploitation	24 721 702,32	20 579 311,93
VI	= RESULTAT D'EXPLOITATION(+ ou -)	92 191 190,68	43 198 561,58
VII	+/- RESULTAT FINANCIER	-19 722 646,96	6 384 209,79
VIII	= RESULTAT COURANT	72 468 543,72	49 582 771,37
IX	+/- RESULTAT NON COURANT(+ ou -)	4 131 121,13	-6 426 152,07
15	- Impôts sur les résultats	24 615 102,00	10 621 905,00
X	= RESULTAT NET DE L'EXERCICE	51 984 562,85	32 534 714,30
II. CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.) - AUTOFINANCEMENT			
1	Résultat net de l'exercice		
	Bénéfice +	51 984 562,85	32 534 714,30
	Perte -		
2	+ Dotations d'exploitation (1)	14 327 248,79	14 261 330,74
3	+ Dotations financières (1)	15 927 355,13	
4	+ Dotations non courantes(1)		
5	- Reprises d'exploitation(2)		
6	- Reprises financières(2)		
7	- Reprises non courantes(2)	116 275,60	116 275,60
8	- Produits des cessions d'immobilisation	200 000,00	58 333,33
9	+ Valeurs nettes d'amortiss. des immo. cédées	3 543,51	0,00
I	CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT (C.A.F.)	81 926 434,68	46 621 436,11
10	Distributions de bénéfices	37 276 320,00	32 616 780,00
II	AUTOFINANCEMENT	44 650 114,68	14 004 656,11

(1) à l'exclusion des dotations relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(2) à l'exclusion des reprises relatives aux actifs et passifs circulants et à la trésorerie

(3) Y compris reprises sur subventions d'investissement

TABLEAU DE FINANCEMENT DE L'EXERCICE

I SYNTHÈSE DES MASSES DU BILAN

Exercice clos le 31/12/2021

MASSES	Exercice		Variations a-b	
	Exercice a	précédent b	Emplois c	Ressources d
Financement Permanent	511 159 478,31	454 767 615,45		56 391 862,86
Moins actif immobilisé	346 836 634,87	362 729 364,90		15 892 730,03
= Fonds de Roulement Fonctionnel (1-2) (A)	164 322 843,44	92 038 250,55		72 284 592,89
Actif circulant	825 830 525,49	582 780 599,76	243 049 925,73	
Moins passif circulant	276 474 912,66	201 511 370,79		74 963 541,87
= Besoin de Financement global (4-5) (B)	549 355 612,83	381 269 228,97	168 086 383,86	
TRESORERIE NETTE (Actif-Passif) = A-B	-385 032 769,39	-289 230 978,42		95 801 790,97

II EMPLOIS ET RESSOURCES

	EXERCICE	EXERCICE PRECEDENT
I RESSOURCES STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)		
* AUTOFINANCEMENT (A)	44 650 114,68	14 004 656,11
+ Capacité d'autofinancement	81 926 434,68	46 621 436,11
- Distributions de bénéficiaires	-37 276 320,00	-32 616 780,00
* CESSIONS ET REDUCTIONS D'IMMO (B)	200 000,00	958 333,33
+ Cessions d'immobilisations incorporelles		
+ Cessions d'immobilisations corporelles	200 000,00	58 333,33
+ Cessions d'immobilisations financières		
+ récupérations / créances immobilisées		900 000,00
* AUGMENTATION DES CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES (C)		
subvention d'investissement		
AUG DES DETTES DE FINANCEMENT (D) (nettes de primes de remboursement)	50 000 000,00	
TOTAL RESSOURCES STABLES (A +B+C+D)	94 850 114,68	14 962 989,44
II EMPLOIS STABLES DE L'EXERCICE (FLUX)		
ACQUI & AUG D'IMMOBILISATIONS (E)	14 365 417,40	45 097 568,59
+ Acquisitions d'immobilisations incorpor.	1 588 323,48	1 501 176,59
+ Acquisitions d'immobilisation corporelles	8 465 369,72	24 011 892,00
+ Acquisitions d'immobilisation financières		
+ Augmentation des créances immob.	4 311 724,20	19 584 500,00
* REMB.DES CAPITAUX PROPRES (F)		
* REMB.DES DETTES DE FINANCEMENT (G)	8 200 104,39	5 616 444,62
* EMPLOIS EN NON VALEURS (H)		1 700 000,00
TOTAL II - EMPLOIS STABLES (E+F+G+H)	22 565 521,79	52 414 013,21
III VARIATION DU B F G	168 086 383,86	91 670 423,12
IV VARIATION DE LA TRESORERIE	95 801 790,97	54 219 399,35
TOTAL GENERAL	190 651 905,65	190 651 905,65

TABLEAU DES TITRES DE PARTICIPATION

Exercice clos le 31/12/2021

Raison sociale de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Part. au capital %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette		Extrait des derniers états		Produits inscrits au C.P.C de l'ex
	1	2	3	4	5	6	7	8	9
AFRIC INDUSTRIE	INDUSTRIE	14 575 000,00	51%	19 039 813,66	19 039 813,66	31/12/2021	45 319 723,86	5 267 965,39	3 270 630,00
MANSART	INDUSTRIE	1 000 000,00	100%	5 900 000,00	2 013 135,19	31/12/2021	2 014 330,19	-5 535,00	
BELPROMO	IMMOBILIER	122 000 000,00	100%	122 000 000,00	109 959 509,68	31/12/2021	73 164 765,23	-32 342 182,57	
NAFIDA ALUMINIUM	IMMOBILIER	100 000,00	100%	100 000,00	100 000,00	31/12/2021	927 936,30	249 245,82	
ALM AFRICA	NEGOCE	3 000 000,00	100%	3 000 000,00	3 000 000,00	31/12/2021	899 549,59	-450 503,01	
INDUSTUBE	INDUSTRIE	30 000 000,00	100%	44 999 887,50	44 999 887,50	31/12/2021	30 446 409,40	10 760 586,38	
GEA	HOLDING	6 000 000,00	10%	600 000,00	0,00	31/12/2019	1 091 405,73	-1 149 045,51	
SMA STRUCTAL	IMMOBILIER	2 150 000,00	80%	1 650 000,00	0,00	31/12/2012	-8 568 617,22	-1 089 555,26	
		178 825 000,00		197 289 701,16	179 112 346,03		145 295 503,08	-18 759 023,76	3 270 630,00

TABLEAU DES IMMOBILISATIONS AUTRES QUE FINANCIERES

Exercice clos le 31/12/2021

NATURE	MONTANT BRUT DEBUT EXERCICE	AUGMENTATION Production par l'entreprise			DIMINUTION			MONTANT BRUT FIN EXERCICE
		Acquisition	prole-m	Virement	Cession	Retrait	Virement	
IMMOBILISATION EN NON-VALEURS	1 700 000,00							1 700 000,00
*Frais préliminaires								
*Charges à répartir sur plusieurs exercices	1 700 000,00							1 700 000,00
*Primes de remboursement obligations								
* IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	26 076 558,77	1 588 323,48	0,00	1 148 473,81	0,00	0,00	1 148 473,81	27 644 882,25
* Immobilisation en recherche et dévp.								
* Brevets, marques, droits et valeurs similaires	1 998 828,00							1 998 828,00
* Fonds commercial	290 000,00							290 000,00
*Autres immobilisations incorporelles	23 761 730,77	259 205,98		1 148 473,81				25 169 410,56
*Autres immobilisations incorporelles en cours	26 000,00	1 329 117,50				1 148 473,81		206 643,69
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	475 622 365,21	8 465 369,72		13 250 355,60	4 429,39	0,00	13 250 355,60	484 083 305,54
* Terrains	2 620 502,00							2 620 502,00
*Constructions	101 032 284,22	1 547 673,80		7 875 596,52				110 455 554,54
*Installat. techniques,matériel et outillage	326 287 481,78	4 561 526,11		5 249 398,08				336 098 405,97
* Matériel de transport	8 270 047,32	838 325,21			4 429,39			9 103 943,14
* Mobilier, matériel bureau et aménagements	24 161 694,29	991 626,36		125 361,00				25 278 681,65
*Autres immobilisations corporelles								0,00
*Immobilisations corporelles en cours	13 250 355,60	526 218,24					13 250 355,60	526 218,24

TABLEAU DES PROVISIONS

Exercice clos le 31/12/2021

NATURE	Montant début exercice	DOTATIONS			REPRISES			Montant fin exercice
		D'exploitation	financières	Non courantes	d'exploitation	financières	Non courantes	
1. Provisions pour dépréciation de l'actif immobilisé	2 250 000,00		15 927 355,13					18 177 355,13
2. Provisions réglementées								
3. Provisions durables pour risques et charges								
SOUS TOTAL (A)	2 250 000,00		15 927 355,13					18 177 355,13
4. Prov pour dépréciation de l'AC(hors trésor)	54 210 543,12	10 394 453,53			3 430 527,52			61 174 469,13
5. Autres provisions pour risques et charge	8 597 959,00		2 351 687,14		597 959,00	6 000 000,00		4 351 687,14
6. Prov pour dépréciation de Cptes de trésor								
SOUS TOTAL (B)	62 808 502,12	10 394 453,53	2 351 687,14		3 430 527,52	597 959,00	6 000 000,00	65 526 156,27
TOTAL (A+B)	65 058 502,12	10 394 453,53	18 279 042,27		3 430 527,52	597 959,00	6 000 000,00	83 703 511,40

ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

Exercice clos le 31/12/2021

NATURE DES CHANGEMENTS	JUSTIFICATION DU CHANGEMENT	INFLUENCE SUR LE PATRIMOINE LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Changements affectant les méthodes comptables fondamentaux		NEANT
II. Changements affectant les règles de présentation		NEANT

ETAT DES DEROGATIONS

		Exercice clôturé le 31/12/2021
INDICATION DES DEROGATIONS	JUSTIFICATION DES DEROGATIONS	INFLUENCE DES DEROGATIONS SUR LE PATRIMOINE, LA SITUATION FINANCIERE ET LES RESULTATS
I. Dérogations aux principes comptables fondamentaux		NEANT
II. Dérogations aux méthodes d'évaluation		NEANT
III. Dérogations aux règles d'établissement et de présentation des €		NEANT

TABLEAU DES SURETES REELLES DONNEES OU RECUES

					Exercice clôturé le 31/12/2021
TIERS CREDITEURS OU TIERS DEBITEURS	Montant couvert par la sûreté	Nature (1)	Date et lieu d'inscription	Objet (2) (3)	Valeur comptable nette de la sûreté donnée à la date de clôture
Sûretés données				NEANT	
Sûretés reçues				NEANT	

(1) - Gage : 1 Hypothèque : 2 Nantissement : 3 - Warrant : 4 - Autres : 5 - (à préciser)

(2) préciser si la sûreté est donnée au profit d'entreprises ou de personnes tierces (sûretés données)

(entreprises liées, associés, membres du personnel)

(3) préciser si la sûreté reçue par l'entreprise provient de personnes tierces autres que le débiteur (sûretés reçues)

PASSIF EVENTUELS

(a) Les déclarations de l'impôt sur le revenu (IR), de l'impôt sur les sociétés (IS) et de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) des exercices 2019 à 2021, ainsi que les déclarations sociales au titre de la CNSS (2018-2021) ne sont pas encore prescrites et pourraient faire l'objet de contrôle par l'administration et donner lieu à d'éventuels redressements.

(b) Les stocks en admission temporaire sont sujets à une justification de leur réexportation vis-à-vis de l'administration des douanes dans un délai de deux ans à partir de la date de leur admission au Maroc.

En cas de différence avec la situation tenue par la douane, la société risque de devoir payer les droits de douanes et intérêts de retard sur les quantités considérées non réexportées dans les délais.



37, Bd Abdellatif Benkaddour
20050 Casablanca
Maroc



A&T Auditeurs Consultants
Résidence Les 4 Temps, Bloc C,
Rue Al Yamane, N°57
90000 Tanger
Maroc

Aux Actionnaires de la société
ALUMINIUM DU MAROC S.A.
Zone Industrielle – Route de Tétouan
Lot 78 – Tanger

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES EXERCICE DU 1^{ER} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2021

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de la société ALUMINIUM DU MAROC S.A., qui comprennent le bilan au 31 décembre 2021, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau de financement pour l'exercice clos à cette date, ainsi que l'état des informations complémentaires (ETIC). Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de MAD 420.966.954,87 dont un bénéfice net de MAD 51.984.562,85. Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 24 mars 2022 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie de Covid-19, sur la base des éléments disponibles à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société ALUMINIUM DU MAROC S.A. au 31 décembre 2021, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états de synthèse, conformément au référentiel comptable en vigueur au Maroc, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états de synthèse exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans l'ETIC, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

1. Provision pour dépréciation des créances clients

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, les créances clients dont la valeur brute s'élève à 530,2 millions de dirhams sont provisionnées à hauteur de 54,8 millions de dirhams.</p> <p>La détermination des créances à déprécier requiert l'exercice du jugement de la direction sur la base d'une analyse continue de l'évolution du risque client.</p> <p>Compte tenu du caractère significatif du poste au regard du bilan de la société, du jugement nécessaire à l'estimation des créances à déprécier, et de la conjoncture de crise actuelle, nous avons considéré que ce sujet constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance des procédures d'identification des créances clients à déprécier et de détermination du montant des dépréciations à constater ; - Tester le fonctionnement des contrôles dans le cadre des procédures mises en œuvre pour déterminer le niveau des dépréciations des créances clients ; - Apprécier le caractère raisonnable des hypothèses retenues par la Direction pour évaluer les dépréciations à constater ; - Revue critique des autres créances clients dont l'ancienneté est importante non provisionnées par le management et recueillir auprès de la direction des éléments probants mitigeant le risque (apurement en période subséquente, protocoles d'accord,...) ;

2. Evaluation des titres de participation

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2021, les titres de participation sont inscrits au bilan pour une valeur nette comptable de 179,1 millions de dirhams soit 15% du total actif. Les titres de participation sont enregistrés à leur prix d'acquisition diminués d'une provision pour dépréciation, le cas échéant.</p> <p>Les créances rattachées à des participations s'élèvent à 130,4 millions de dirhams, soit 11% du total actif.</p> <p>Les techniques retenues par la direction pour procéder à la valorisation nette de ces titres comportent une part significative de jugement quant aux choix de la méthodologie et des hypothèses utilisées.</p> <p>En raison du montant significatif des titres de participation, et de l'importance du jugement de la Direction pour le choix de la méthodologie et pour la détermination de la valeur d'inventaire, nous avons considéré l'évaluation des titres de participation comme un point clé d'audit.</p>	<p>Nos travaux ont consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Prendre connaissance du processus mis en place par la direction dans le cadre des tests de dépréciation et sa conformité aux normes comptables en vigueur ; - Vérifier la concordance des situations nettes retenues par la société avec les états financiers des différentes entités ; - Examiner les hypothèses et les prévisions de croissance retenues au regard de l'environnement économique en les comparant aux données disponibles pour l'industrie et aux tendances historiques récentes des participations ; - Examiner les rapports d'expertises immobilières reçues pour les participations portant des actifs immobiliers - Effectuer des analyses de sensibilité sur la valeur d'inventaire des titres de participation. - Apprécier le caractère recouvrable des créances rattachées à des participations au regard des analyses effectuées sur les titres de participation

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Vérifications et informations spécifiques

Nous avons procédé également aux vérifications spécifiques prévues par la loi et nous nous sommes assurés notamment de la sincérité et de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société.

Casablanca, le 29 avril 2022

Les Commissaires aux Comptes

ERNST & YOUNG



ERNST & YOUNG
S.A.R.L.
Abdelmejid FAIZ
Associé
Boulevard Abdelatif Ben Kaddour
- CASABLANCA -
Tél: (212) 522 95 79 00 - Fax: (212) 522 38 02 26

A&T Auditeurs Consultants

A&T AUDITEURS CONSULTANTS
Résidence les 4 Temps Bloc C
Avenue Abdellah Guemoun
Rue Al Yamane N° 57 - Tanger
Tél. +212 (0) 5 38 32 00 45

Nafeh AGOURRAM
Associé